

UNIVERSITE de DIJON
Département d'Histoire

LICENCE 3 SHS AMC

Examens session 1
Janvier 2012

Majeure Fondamentale

LICENCE 3
**« Sciences Humaines et Sociales Appliquées au
Monde Contemporain »**

SESSION 1 – JANVIER 2012

Epreuve écrite :

**UE Majeure Fondamentale
Histoire contemporaine : relations internationales (S5)**

Responsable du sujet :

Monsieur NERARD François-Xavier

Durée de l'épreuve :

4 heures

***L'usage de tout document et tout matériel
électronique est strictement interdit***

Le sujet comporte 3 pages recto verso agrafées et numérotées de 1/3 à 3/3. Assurez-vous que cet exemplaire est complet.

Consigne :

Le candidat traitera, au choix, l'un des deux sujets suivants :

Sujet 1 (dissertation)

Les populations européennes dans la Guerre froide.

ou

Sujet 2 (commentaire de document)

Extrait du discours de Paul-Henri Spaak, Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères du Royaume de Belgique, devant l'Assemblée générale des Nations Unies, 28 septembre 1948.

[...]

La base de notre politique, c'est la peur. La délégation soviétique ne doit pas chercher d'explications compliquées à notre politique. Je vais lui dire quelle est la base de notre politique. Je vais le lui dire, dans des termes qui sont un peu cruels peut-être et dans des termes que seul le représentant d'une petite Nation peut employer. Savez-vous quelle est la base de notre politique ? C'est la peur. La peur de vous, la peur de votre Gouvernement, la peur de votre politique.

Et si j'ose employer ces mots, c'est parce que la peur que j'évoque, n'est pas la peur d'un lâche, n'est pas la peur d'un Ministre qui représente un pays qui tremble, un pays qui est prêt à demander pitié ou à demander merci. Non, c'est la peur que peut avoir, c'est la peur que doit avoir un homme quand il regarde vers l'avenir et qu'il considère tout ce qu'il y a peut-être encore d'horreur et de tragédie, et de terribles responsabilités dans cet avenir. Savez-vous pourquoi nous avons peur ? Nous avons peur parce que vous parlez souvent d'impérialisme. Quelle est la définition de l'impérialisme ? Quelle est la notion courante d'impérialisme ? C'est celle d'un peuple – généralement d'un grand pays – qui fait des conquêtes et qui augmente, à travers le monde, son influence.

Quelle est la réalité historique de ces dernières années ? Il n'y a qu'un seul grand pays qui sorti de la guerre ayant conquis d'autres territoires, et ce grand pays c'est l'U.R.S.S. C'est pendant la guerre et à cause de la guerre que vous avez annexé les pays baltes. C'est pendant et à cause de la guerre que vous avez pris un morceau de la Finlande. C'est pendant et à cause de la guerre que vous avez pris un morceau de la Pologne. C'est grâce à votre politique audacieuse et souple que vous êtes devenus tout-puissants à Varsovie, à Prague, à Belgrade, à Bucarest, à Sofia. C'est grâce à votre politique que vous occupez Vienne et que vous occupez Berlin, et que vous ne semblez pas

disposés à les quitter. C'est grâce à votre politique que vous réclamez maintenant vos droits dans le contrôle de la Ruhr. Votre empire s'étend de la mer Noire à la Baltique et à la Méditerranée. Vous voulez être aux bords du Rhin et vous nous demandez pourquoi nous sommes inquiets. La vérité, c'est que votre politique étrangère est aujourd'hui plus audacieuse et plus ambitieuse que la politique des Tsars eux-mêmes.

Nous avons peur aussi à cause de la politique que vous suivez dans cette Assemblée. Nous avons peur à cause de l'usage et surtout à cause de l'abus que vous faites du droit qui vous a été reconnu à San Francisco : le droit de veto. Nous avons peur parce que dans cette Assemblée, vous vous êtes faits les champions de la doctrine de la souveraineté nationale absolue. Et nous nous demandons comment une organisation internationale pourra fonctionner. Comment une organisation internationale pourra remplir les buts qui lui sont dévolus, si cette doctrine périmée et, comme je l'ai dit dernière, cette doctrine réactionnaire triomphe. L'organisation internationale ne pourra fonctionner que le jour où les Nations, petites, moyennes et grandes auront reconnu, en pleine conscience, qu'au-dessus de leurs volontés personnelles, il y a la loi internationale. Aussi longtemps qu'un pays quelconque prétendra affirmer sa propre volonté par-dessus la majorité des nations, la présente organisation ne pourra pas donner tout ce que nous attendions d'elle.

Et il ne vous a pas suffi d'user et d'abuser du veto. Il ne vous a pas suffi de proclamer ce principe de la souveraineté internationale contre la loi internationale : vous avez systématiquement refusé de collaborer avec l'Organisation des Nations Unies chaque fois que cette Assemblée, contre votre sentiment ou contre votre avis, a fait une recommandation. Vous avez beau jeu aujourd'hui de soutenir que la Commission des Balkans ou que la Commission de Corée n'a pas donné de bons résultats. Comment pouvait-elle donner ces résultats alors qu'avant même qu'elle ait commencé son travail, une partie de cette Assemblée refusait d'y collaborer ?

Nous avons de l'inquiétude à cause de tout cela : Parce qu'à cause de votre façon de faire, vous avez rendu cette Organisation inefficace ; Parce que les questions qui se posent devant cette Organisation restent sans solution par votre propre volonté, même contre l'avis de l'ensemble des Nations Unies. Nous sommes dans l'inquiétude parce que nous avons placé toute notre confiance dans une Organisation des Nations Unies efficace et que, par la politique que vous avez suivie, vous nous forcez à rechercher maintenant notre sécurité, non pas dans le cadre international et universel de cette Assemblée, mais dans le cadre des accords régionaux auxquels nous aurions voulu renoncer pour toujours.

Enfin, vous vous inquiétez parce que dans chacun des pays ici représentés vous entretenez une cinquième colonne auprès de laquelle la cinquième colonne hitlérienne n'était qu'une organisation de boy-scouts. Il n'a pas un endroit au monde où un Gouvernement, qu'il soit d'Europe, d'Afrique ou d'Asie, qui ne trouve une difficulté ou un obstacle, que vous ne soyez là pour l'envenimer. C'est votre façon de collaborer avec les Gouvernements ici représentés, avec lesquels vous devriez travailler à assurer la paix. Et dans chacun de nos pays, à l'heure actuelle, il y a un groupe d'hommes qui, non seulement sont les représentants et les défenseurs de votre politique étrangère (ce qui après tout ne serait pas très grave) mais qui ne manquent pas une occasion d'affaiblir l'Etat dans lequel ils vivent, politiquement, moralement et socialement. Et vous avez donné, et l'U.R.S.S. et les pays de l'Est, et les partis communistes du monde entier, la mesure exacte de ce que vous pouvez faire dans votre opposition, dans votre attaque contre le plan Marshall.

Oh, je ne me fais pas beaucoup d'illusions. Demain matin, dans une partie de la presse mondiale, je serai traité de valet de l'impérialisme américain ou de vendu à Wall Street. Mais j'ose affirmer que la position prise par l'U.R.S.S. et par les partis communistes du monde entier contre le plan Marshall est l'action la plus déprimante, la plus grave, la plus inquiétante qu'ils aient pu mener. Car la vérité proclamée par seize pays européens, qui n'ont tout de même de leçon de dignité nationale à recevoir de personne, c'est que sans le plan Marshall, l'Europe est perdue.

[...]

LICENCE 3
« Sciences Humaines et Sociales Appliquées au
Monde Contemporain »

SESSION 1 – JANVIER 2012

Epreuve écrite :

UE Majeure Fondamentale
Sociologie politique (S5)

Responsable du sujet :

Monsieur UBBIALI Georges

Durée de l'épreuve :

4 heures

***L'usage de tout document et tout matériel
électronique est strictement interdit***

Le sujet comporte 2 pages recto verso et numérotées de 1/2 à 2/2.

Consigne :

Le candidat traitera la question suivante :

En quoi la compréhension des phénomènes de mobilisation collective est elle intéressante pour l'analyse du fonctionnement social ?

LICENCE 3
« Sciences Humaines et Sociales Appliquées au
Monde Contemporain »

SESSION 1 – JANVIER 2012

Epreuve écrite :

UE Majeure Fondamentale
Temps présent (S5)

Responsable du sujet :

Mme MEHDAOUI Christelle & M. VIGNA Xavier

Durée de l'épreuve :

4 heures

***L'usage de tout document et tout matériel
électronique est strictement interdit***

Le sujet comporte 7 pages recto verso agrafées et numérotées de 1/7 à 7/7. Assurez-vous que cet exemplaire est complet.

Consigne :

Le candidat traitera, au choix, l'un des deux sujets proposés, en associant commentaire des documents et connaissances propres tirées des cours et de vos lectures propres.

Sujet 1

Les femmes dans la société française de la Libération à nos jours

Document 1 : Chronologie indicative (et lacunaire)

1949 : *Le Deuxième Sexe* de Simone de Beauvoir

1956 : fondation de la Maternité heureuse par Evelyne Sullerot et Marie-Andrée Lagroua Weill-Hallé

1957 : Circulaire sur la construction d'établissements mixtes dans le secondaire

1965 : réforme du régime matrimonial : suppression de l'autorisation du mari pour travailler et ouvrir un compte en banque

1967 : loi Neuwirth autorisant la contraception

1970 : Autorité parentale conjointe (suppression du chef de famille)

1975 : Divorce par consentement mutuel

loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse

1983 : loi Roudy sur l'égalité professionnelle

1999 : le Pacs (Pacte civil de solidarité)

Document 2 : Extraits du rapport de Monique Piton (salariée de Lip) pour la Commission femmes, Colloque sur l'emploi de Besançon, 8-10 décembre 1973

« [...] On a remarqué dans notre commission que la femme, en se présentant, précise toujours combien elle a d'enfants. Il est clair, donc, qu'elle n'arrive pas à séparer son travail professionnel et son rôle d'épouse et de mère de famille. Enfin, le salaire de la femme n'est pas toujours un salaire d'appoint, beaucoup de femmes sont seules et parfois seules pour élever des enfants. Présenter le travail féminin en le rétribuant comme un salaire d'appoint est une exploitation du patronat, cela permet des salaires plus bas et inférieurs à ceux des hommes. On prétend que la destinée de la femme détermine son emploi dans des postes d'OS rapides, minutieux et épuisants pour les nerfs, mais c'est surtout sa patience qui est exploitée jusqu'à l'évanouissement.

Les femmes ont prouvé qu'elles peuvent mener des luttes. Tant qu'elles luttent sur des problèmes généraux, licenciements, conditions de travail, horaires, elles sont comprises ; mais lorsqu'elles revendiquent du pouvoir par rapport à leur condition féminine, elles font peur. A qui ? Aux hommes et à la société. La lutte des femmes est subversive, elle remet en cause tout le système. Il est à noter que les femmes ont des difficultés à s'exprimer dans les luttes, où il y a des hommes et des femmes, ça, par tradition, ce sont les hommes qui décident et organisent. [...]

Les femmes n'ont effectivement pas les mêmes conditions de vie, au travail, à l'usine, au bureau ou dans les magasins qu'au niveau de la famille à la maison et au niveau du couple. Elles doivent prendre le pouvoir, elles peuvent pour cela s'organiser de façon autonome dans les quartiers, dans les cités, s'unir, confronter leurs expériences dans les luttes qu'elles ont menées. Cette organisation autonome des femmes est d'autant plus importante qu'elle a un caractère subversif. Quand les femmes se mobilisent pour de meilleures conditions de travail dans les entreprises, elles bouleversent l'ordre bien établi dans la tête du patron pour qui la main-d'œuvre féminine est une main-d'œuvre docile, soumise et bon marché. Elles dérangent aussi certains chefs qui se croient tout permis vis-à-vis de cette main-d'œuvre. De la même façon quand elles luttent pour le libre choix de la maternité elles remettent en cause l'ordre moral qui veut faire d'elles de bonnes productrices infatigables. C'est pourquoi la mobilisation tout autour des femmes est un maillon fondamental dans les luttes de l'ensemble des travailleurs. La femme est partie prenante de toutes les luttes, sur tous les fronts contre la société qui nous oppresse. »

Document 3 : Les « utilisatrices » du MLAC (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception) à Dijon en 1973-1974

Age	Nombre de femmes sur 500	Pourcentage
[14-20[97	19,4%
[20-30[233	46,6%
[30-40[95	19%
[40-47[19	3,8%
Non précisé	56	11,2%

Nombre d'enfants	Nombre de femmes sur 500	Pourcentage
0	249	49,8%
1	68	13,6%
2	64	12,8%
3	42	8,4%
4	14	2,8%
5	9	1,8%
6	3	0,6%
8	1	0,2%
9	1	0,2%
Non précisé	49	9,8%

Etat civil	Nombre de femmes sur 500	Pourcentage
Mariées	171	34,2%
Non mariées	254	50,8%
Divorcées ou séparées	17	3,4%
Veuves	4	0,8%
Non précisé	54	10,8%

Source : Pauline Rameau : « Pratiques illégales de l'avortement dans les années 68 à Dijon et à Saint-Etienne », *Vingtième Siècle* n°111, 2011/3, p. 138-139

Document 4 : Population active en 2005 selon les secteurs d'activités

	Femmes (en milliers)	Hommes (en milliers)	Ensemble (en milliers)	Part des femmes en %	% de la pop. féminine occupée
Agriculture, sylviculture et pêche	276	674	950	29,1	2,4
Industries agricoles	262	416	678	38,7	2,3
Industries des biens de consommation	320	371	691	46,3	2,8
Industrie automobile	52	281	333	15,6	0,5
Industries des biens d'équipement	163	657	820	19,9	1,4
Industries des biens intermédiaires	334	1 056	1 390	24,0	2,9
Energie	44	190	234	18,9	0,4
Construction	142	1 455	1 597	8,9	1,2
Commerce et réparations	1 545	1 747	3 292	46,9	13,5
Transports	251	825	1 076	23,3	2,2
Activités financières	409	325	734	55,7	3,6
Activités immobilières	195	152	347	56,1	1,7
Services aux entreprises	1 292	1 923	3 215	40,2	11,3
Services aux particuliers	1 298	829	2 127	61,0	11,4
Education, santé, action sociale	3 475	1 227	4 702	73,9	30,4
Administrations	1 335	1 328	2 663	50,1	11,7
Activité indéterminée	33	38	71	46,5	0,3
Total	11 425	13 496	24 921	45,8	100,0

Source : INSEE

Sujet 2

L'immigration dans la société française de la Libération à nos jours

Document 1 : Les étrangers en France de 1946 à 1999

	1946		1954		1968	
	NB	%	NB	%	NB	%
Population totale	39.848.182		42.781.370		49.654.556	
Ensemble des étrangers	1.743.619	100	1.765.298	100	2.621.088	100
Total nationalités Europe	1.547.286	88.7	1.396.718	79,1	1.875.648	71.6
Espagnols	302.201	17.3	288.923	16.4	607.184	23.2
Italiens	450.764	25.9	507.602	28.7	571.684	21.8
Portugais	22.261	1.3	20.085	1.1	296.448	11.3
Total nationalités Afrique	54.005	3.1	229.505	13	652.096	24.8
Algériens	22.114	1.3	211.675	12	473.812	18.1
Marocains	16.458	0.9	10.734	0.6	84.236	3.2
Tunisiens	1.916	0.1	4.800	0.3	61.028	2.3
Total nationalités Asie	69.741	4	40.687	2.3	44.708	1.7
Turcs	7.770	0.4	5.273	0.3	7.628	0.3
Autres nationalités d'Asie	61.971	3.6	35.414	2	37.080	1.4

	1982		1999	
	NB	%	NB	%
Population totale	54.295.612		58.513.700	
Ensemble des étrangers	3.714.200	100	3.258.700	100
Total nationalités Europe	1.768.176	47.6	1.333.310	40.9
Espagnols	327.156	8.8	160.194	4.9
Italiens	340.308	9.2	200.632	6.2
Portugais	767.304	20.7	555.383	17
Total nationalités Afrique	1.594.772	43	1.417.831	43.5
Algériens	805.116	21.7	475.216	14.6
Marocains	441.308	11.9	506.305	15.5
Tunisiens	190.800	5.2	153.574	4.7
Total nationalités Asie	289.560	7.8	410.293	12.6
Turcs	122.260	3.3	205.704	6.3

Source : Janine Ponty, *L'immigration dans les textes, France, 1789-2002*, Belin, 2003, p. 363-364.

Document 2 : Le point de vue patronal en 1970

« Ce qui est en cause, ce n'est pas de savoir si l'immigration est une chose bonne ou mauvaise pour le corps économique français. Parce que notre natalité est insuffisante – notre taux est le plus faible dans le monde industrialisé, exception faite de la Suède, de la Belgique et du Luxembourg –, parce que la France reste un pays sous-peuplé, nous avons besoin d'un apport de main-d'œuvre extérieure. La question n'est pas de savoir si les avantages de l'immigration l'emportent ou non sur les inconvénients. En général, on insiste sur le passif de ces mouvements migratoires. On affirme même que les étrangers sont plus mal payés et contribuent à abaisser le niveau moyen des salaires français. Argument qui n'est vrai que dans une faible mesure : les écarts de rémunération entre Français et étrangers ne dépassent guère 5 à 7 %. On dit aussi que le recours – facile – aux travailleurs étrangers incite les employeurs à moins moderniser leur gestion et leurs investissements. Il y a probablement du vrai dans cette objection. On a constaté ces dernières années que la décision des autorités helvétiques de freiner l'immigration avait redressé la productivité. Il ne faut toutefois pas exagérer l'ampleur de ce phénomène.

Plus sérieux paraissent d'autres arguments : transferts de fonds dans le pays d'origine de ces salariés, qui contribuent à déséquilibrer notre balance des paiements ; instabilité de cette main-d'œuvre, qui finit par coûter cher aux entreprises (frais de recrutement, de voyage, de formation) ; concurrence faite aux travailleurs français en cas de déclin de la conjoncture ou d'extension du chômage. Sans parler de la prédominance de cette main-d'œuvre dans certains secteurs de production (bâtiment, travaux publics, mécanique, construction électrique), ce qui pourrait éventuellement lui permettre d'y faire la loi et d'y semer la perturbation (si l'idée lui prenait de s'en aller).

Certains de ces inconvénients sont réels et inévitables. D'autres ne sont que des éventualités. Au demeurant, pour les apprécier valablement, il faut placer en regard le bilan possible de l'immigration.

En premier lieu, elle nous permet de faire fonctionner des branches entières d'activité, plus ou moins délaissées par les autochtones. Il est connu que si les étrangers repartaient chez eux, le bâtiment et les travaux publics seraient paralysés à 75 %, l'automobile à 40 %. On construirait beaucoup moins de barrages, de routes et de centrales électriques. Les ordures ménagères ne seraient plus récupérées. On manquerait de sucre, de vin, de riz, de pommes, de pêches, traitées ou récoltées par la main-d'œuvre saisonnière. En acceptant des emplois pénibles, les étrangers permettent à la main-d'œuvre nationale d'exercer des tâches plus élevées et d'améliorer la productivité.

Il faut signaler aussi que la présence de cette immigration – composée souvent d'hommes jeunes – freine le vieillissement de notre population et corrige notre pyramide des âges [...]. De même, elle donne à notre économie plus de souplesse, s'agissant de gens très mobiles acceptant de changer d'entreprise, de région et le cas échéant de devenir des chômeurs indemnisés.

L'immigration est encore fructueuse dans la mesure où elle permet à notre pays d'économiser une partie des frais d'éducation (assumés dans le pays d'origine), de mieux équilibrer les charges sociales de la Nation : jeunes, les immigrés apportent souvent plus en cotisations qu'ils ne perçoivent en prestations. En définitive, il apparaît bien que le bilan de l'immigration est bénéfique et que ses avantages l'emportent sur ses inconvénients. [...] »

Source : *L'usine nouvelle*, n°13, 26 mars 1970 : « Les trois objectifs d'une politique d'immigration »

Document 3 : Le regroupement familial

Changer la société française, la rendre plus juste, plus généreuse, bâtir pour l'an 2000 une société d'égalité et une société de justice, c'est impossible si l'on exclut complètement les étrangers. Ce serait détruire l'âme de notre société, âme de la civilisation nouvelle que nous voulons bâtir, si nous laissons de côté ces très nombreux étrangers qui constitueraient des îlots de misère au milieu de notre prospérité. [...] Le souci du gouvernement est de faire que les immigrés bénéficient peu à peu de l'égalité la plus large, pratique dans les faits, avec la population française, et en particulier en ce qui concerne leur droit de vivre normalement chez nous avec leur famille. Aujourd'hui, nous lançons une politique de l'immigration familiale qui va permettre aux immigrés de faire venir leur famille lorsque ces familles pourront convenablement s'insérer en France, lorsqu'elles auront un logement, lorsqu'elles pourront bénéficier d'un revenu stable [...]. A la fin de la politique spontanée, anarchique de l'immigration dans le monde des travailleurs correspond une immigration organisée, maîtrisée, dans le domaine de l'immigration familiale. Ne viendront que les familles qui pourront être convenablement insérées dans nos villes.

Transcription d'une interview du secrétaire d'Etat aux Travailleurs immigrés, Paul Dijoud, journal télévisé de TF1 du 29 avril 1976.

Chronologie indicative (et lacunaire)

1946 : Création de l'ONI, office Nationale d'Immigration, chargé du recrutement

1970 : mort par asphyxie de 5 ouvriers dans un incendie d'un foyer d'Aubervilliers

1973 : circulaire Marcellin interdisant toute embauche de nouveau travailleur étranger (mais exception pour réfugiés et demandeurs d'asile).

1977 : mesure visant à favoriser le retour des étrangers dans leur pays avec l'octroi d'une prime au retour de 10 000 francs.

1980 : loi Bonnet qui renforce le contrôle du séjour des étrangers et élargit les motifs d'exclusion.

Octobre à Décembre 1983 : marche des « beurs ».

1993 : Lois « Pasqua », restrictions sur le séjour et l'acquisition de la nationalité française

1998 : Nouvelle loi sur la nationalité française : Tout enfant né et résident en France d'un parent étranger est français s'il a 5 ans de résidence entre 11 et 18 ans (preuve par certificats scolaires).

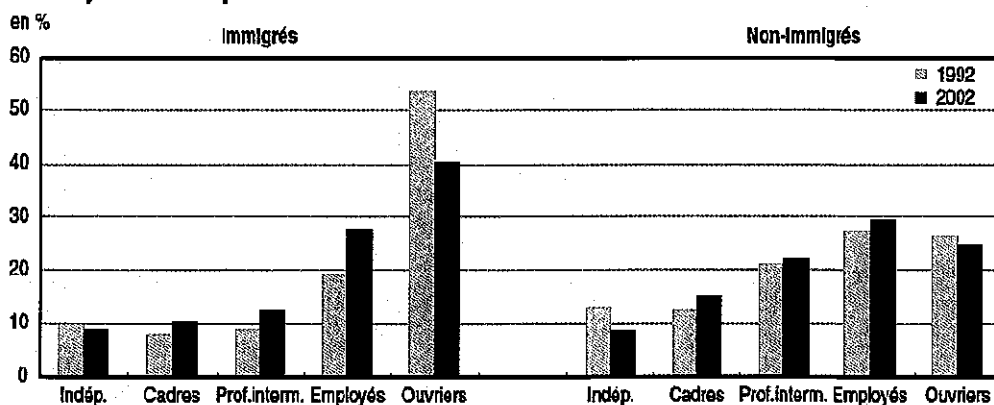
15 mars 2004 : loi sur l'interdiction du « hijab » (voile)

30 juin 2006 : création d'une carte de séjour avec mention « compétence et talent pour 3 ans »

2007 : création du ministère de l'immigration et de l'identité nationale (supprimé aujourd'hui)

Document 4 :

④ Évolution de la répartition par catégorie socioprofessionnelle des actifs ayant un emploi entre 1992 et 2002



Champ : personnes actives ayant un emploi, hors militaires du contingent.

Source : Insee, enquêtes Emploi, 1992 et 2002

UNIVERSITE de DIJON
Département d'Histoire

LICENCE 3 SHS AMC

Examens session 1
Janvier 2012

Majeure Méthodologie

LICENCE 3
« Sciences Humaines et Sociales Appliquées au
Monde Contemporain »

SESSION 1 – JANVIER 2012

Epreuve écrite :

UE Majeure Méthodologie
Langue vivante - ANGLAIS (S5)

Responsable du sujet :

Madame MORISSON Valérie

Durée de l'épreuve :

2 heures

***L'usage de tout document et tout matériel
électronique est strictement interdit***

Le sujet comporte 7 pages recto uniquement agrafées et numérotées de
1/7 à 7/7. Assurez-vous que cet exemplaire est complet.

N° étudiant :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Consignes :

Prière d'écrire directement sur la liasse.

Lorsque vous aurez terminé, vous mettrez cette liasse à l'intérieur d'une copie d'examen que vous aurez pris soin d'anonymer.

N° étudiant :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

The women problem: David Cameron's issues go deeper than casual rudeness

Only 13% of all women feel the Tories are close to their interests, and support among low-skilled females has dropped 7 points

Allegra Stratton

guardian.co.uk, Tuesday 4 October 2011

In David Cameron's eve of conference interview with the Sunday Times, he said sorry for being rude on separate occasions to two female MPs in the Commons. For some in the Downing Street road crew it was the right thing to do – the PM knew he had messed up twice, and normal people say sorry when they mess up even once.

There were others who thought it had backfired, that it had overshadowed the policy – freeing up government land to build homes – launched by the prime minister in the same interview. Such a purposeful apology for the two ill-mannered remarks – towards Labour frontbencher Angela Eagle and Tory backbencher Nadine Dorries – suggested the PM thought a casual rudeness was the limit of his problem with women. But the housing announcement – acknowledging that right now there's not enough of it for the next generation, a concern occupying mothers and grandmothers – was an attempt to show No 10 understands the problem to go much deeper, so deep it has informed the writing of his conference speech, in which there could be an announcement on making childcare affordable.

The numbers around Cameron and women voters are terrible. Polling by Ipsos MORI, commissioned and published by the Resolution Foundation, shows support for the coalition among C2 female voters (mostly low-skilled workers) down by seven points. Just 13% of all women feel the Tory party is the party closest to women. These trends set in before Cameron's rude remarks to Eagle and Dorries. A Downing Street memo leaked to the Guardian last month, which acknowledged that a number of government policies have taken chunks out of the normally good relationship between women and the Tories, confirmed the worries.

Women are the majority of public sector workers, the recipients of most welfare payments and the main users of public services. Female unemployment has risen by 76,900 over the last year and will continue to rise. Expediting the pension age increase will mean a group of 300,000 women in their 50s working for two more years before they can collect their pension. The latest blow was a cut in support from 80% to 70% of eligible childcare costs – meaning a couple with two young children need to earn an extra £3,700 pre-tax to recoup the money withdrawn by the government.

N° étudiant :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

These cuts, No 10's analysts know, put women in very complicated emotional scenarios. "Men accept the brutal logic of the debt crisis," one of Cameron's advisers said this week. "Women have to deal with the consequences of the cuts and how it affects their family, and where they will end up. It's mums who are facing the squeeze points of not being able to afford the optional extras – nice food and trainers that earn their kids respect at school. Some 80% of Asda's customers are C2/D mums and they tell us that they feel, overridingly, guilt."

The coalition has embarked on a general repositioning on women's issues. "This is not going to be solved through a policy," one aide said. "Even if we reversed the child benefit cut for high earners [announced to incredulity at last year's conference], it wouldn't completely help us. We need to get up the idea that the debt crisis needs to be dealt with for their children, otherwise it will just be passed down to them. We need to talk more about that."

One of Cameron's team said: "Underneath all of this is a perception of motivation and of good intentions. They matter much more to women than to men. The question 'why is Cameron doing the thing he's doing?' doesn't even occur to men."

So there will be a process of reintroducing the PM to women. In Downing Street they like a story about Bill Clinton reaching out to soccer moms – in this case he banned tobacco advertising next to schools. Tobacco advertising is already banned in the UK but you get the point. One option here is to ban cynical advertising aggressively targeted at children.

Watch out for these and other issues: expect Cameron to criminalise forced marriages sometime soon. That's also why you will hear the prime minister close the conference by talking about something his coalition partners, the Lib Dems, opened their conference with: that gay couples would be able to marry, not just enter civil partnerships. Cameron will remind the country why the policy is important to him, and what social mores are important to him.

Some of his own female MPs think this doesn't cut the mustard and hanker for more substantial overtures. No 10 aides will point out that the theme of the autumn – a clampdown on the something for nothing culture – is something women want. They caution that the debate about scrapping the 50p tax rate must also be seen in the light of how it will play with women – again, badly. "It matters to women that the top 10% are paying a heavy chunk of tax. We have to really underline 'we're all in it together'," one adviser said.

So: values, some policy, but no backtrack from the programme that, in the calculation of shadow home secretary Yvette Cooper, means women are paying out more in this deficit reduction programme than the banks.

The great face-off between Cameron and women is uncharted politics: a strategy testing heavily the personability and personality of the prime minister himself.

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

1. Vocabulary: find the English equivalents to the following words in the text. The list follows the order of the text. (5 marks)

- Impoli :
- L'équipage :
- Gaffer, fauter :
- Avoir un effet boomerang :
- Reléguer à l'arrière plan :
- Une excuse délibérément limitée :
- Une tendance :
- Abordable :
- Amputer :
- Les beneficiaries :
- Coup, atteinte :
- Majoritairement, avant tout :
- Interdire :
- Moeurs :
- Rendre la pillule moins amère :
- Souhaiter :
- Une mesure d'austérité :
- Un revirement :
- Charisme :

2. Women and the conservatives. Use the text to answer but do not copy from the text.

Do women support the Tories? (1 mark)

↳

.....

.....

N° étudiant :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Has Cameron's rudeness changed this pattern? (1 mark)

↪.....
.....
.....

How has the crisis affected women? (2 marks)

↪.....
.....
.....

Explain and comment the phrase "emotional scenarios" that the author uses. (1 mark)

↪.....
.....
.....

3. Find four quotations showing that the journalist does not support Cameron. (2 marks)

.....
.....
.....

4. Translate the following passages into French: (3 marks)

"Such a purposeful apology for the two ill-mannered remarks – towards Labour frontbencher Angela Eagle and Tory backbencher Nadine Dorries – suggested the PM thought a casual rudeness was the limit of his problem with women."

↪.....
.....
.....

N° étudiant :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

“A Downing Street memo leaked to the Guardian last month, which acknowledged that a number of government policies have taken chunks out of the normally good relationship between women and the Tories, confirmed the worries.”

↖
.....
.....
.....

5. Essay: choose one of the two questions. A minimum of 15 lines is required. (5 marks)

- a) Do men and women vote on the same criteria? Do they vote in the same way?
- b) Is the gender gap an issue of the past?

↖
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

N° étudiant :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--